

**Ricardo Peñafiel (UQAM – GRIPAL), « Chili : Les turbulences d'une *Stable Democracy*. Expression publique des locuteurs non autorisés d'une langue politique antipolitique »**

Depuis le début d'une transition perpétuelle vers la démocratie, au Chili dans les années 1990, une *langue politique antipolitique* s'est imposée en fonction de l'internalisation et de la reproduction, par les locuteurs de la scène politique instituée, de critères de crédibilité réfractaires aux conflits. Issue d'un *effet de récit transitologique*, imposant un « pacte entre élites modérées » comme condition absolue à la démocratie, cette langue rendait inénonçables la mémoire ou la justice, resignifiées en tant que menaces revanchardes d'un retour à la polarisation politique supposément responsable de l'« interruption démocratique » (euphémisation du coup d'État). Cette accusation des victimes de la répression – corolaire de la dilution de la responsabilité des militaires dans un climat de violence duquel l'ensemble de la société serait responsable – ne concerne pas exclusivement les associations des victimes de la répression. La version narrative d'une démocratie stable ou de consensus s'impose à l'ensemble des locuteurs autorisés du politique, rendant inénonçables la plupart des revendications sociales ou politiques. D'où, entre autres, l'incapacité du système politique à changer la Constitution pinochétiste en près d'un quart de siècle de régime représentatif.

Pourtant, la langue politique n'existe qu'en autant qu'elle est reproduite par les locuteurs autorisés, institués par elle. Qu'arrive-t-il lorsque des locuteurs non autorisés parviennent à s'auto-instituer en force politique et surgissent en son sein, imposant dans le même acte de nouvelles règles d'énonciation, de formation et de dispersion ? C'est ce que nous verrons en analysant le mouvement de protestation engendré par la grève étudiante de 2011.

**Notice biographique**

Ricardo Peñafiel est professeur associé au département de science politique de l'Université du Québec de Montréal (UQAM) où il enseigne l'analyse du discours, la théorie politique et les systèmes politiques de l'Amérique latine. Il est également chercheur au GRIPAL (Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique latine) et chercheur invité au CPDS (Centre de recherche sur les politiques et le développement social / Université de Montréal).

Il vient de codiriger avec André Corten et Catherine Huart, *L'interpellation plébéienne en Amérique latine. Violence, actions directes et virage à gauche*, Paris/Montréal, Karthala/PUQ, 2012. Cet ouvrage collectif cherche à conceptualiser le type de subjectivation politique relative à la convergence stratégique de positions divergentes autour de soulèvements populaires et autres actions directes spontanées ayant marqué le devenir collectif de l'Amérique latine au cours des deux dernières décennies.